

18 octobre, 20 novembre, 24 janvier... Et après ?

18 octobre, 20 novembre, 24 janvier... Et après ?

Face aux attaques sans précédent du gouvernement contre le service public (RGPP) et du MEDEF contre le droit du travail (grâce il est vrai à l'assentiment de certaines directions syndicales), seule une riposte ambitieuse et à la hauteur des enjeux sera de nature à les faire reculer. Visiblement, tel n'est pas le cas : aucune mobilisation contre la soi-disant « modernisation du droit du travail » de la part des centrales syndicales prétendument représentatives ; une nouvelle grève « carrée » de 24 heures, après celles des 18 octobre et 20 novembre dans la fonction publique.

Pour SUD Culture Solidaires, ces journées nationales d'action, malgré la forte mobilisation des salariés, se traduisent par des résultats extrêmement limités en matière de justice sociale. Et il y a fort à parier que le gouvernement considère ces mouvements comme un excellent dérivatif à la colère qui nous anime face aux attaques sans précédent qu'il met en oeuvre pour déréguler des pans entiers de la société et refuser aux salariés, du privé comme du public, le juste partage des richesses qu'ils contribuent à créer.

C'est donc dans ce contexte difficile, et en vue de préserver une unité syndicale indispensable pour l'avenir, que SUD Culture Solidaires a appelé à cette journée nationale du 24 janvier. Notre décision s'inscrit également dans le cadre élaboré collectivement au sein de

l'Union syndicale Solidaires, dont SUD Culture est membre, de faire de cette journée un palier dans la convergence indispensable entre salariés des secteurs du privé comme du public. Plusieurs appels intersyndicaux interprofessionnels ont d'ailleurs été lancés dans ce sens dans plusieurs départements.

Nos griefs sont nombreux :

- Hausse des prix (logement, dépenses de transport, de chauffage, d'eau, de produits alimentaires, ...), baisse ou stagnation des salaires, des prestations sociales et des retraites,...
- Remise en cause du code de travail pour le seul profit des entreprises (allongement des périodes d'essai, possibilité de licenciement individuel à l'amiable, création d'un contrat « de mission »), dénonciation continuelle des 35 heures pour y substituer le slogan trompeur et démagogique du « travailler plus pour gagner plus ».
- Casse des régimes spéciaux, nouvelles attaques en vue sur les retraites qui se traduiront par une présence accrue au travail (41 ans, 41,5 ans, 42, 43,...) sous peine de recevoir des pensions ridicules.
- Casse des services publics en général, de la Culture en particulier (réduction des effectifs, abandon de missions essentielles, transfert de compétences,...), afin de livrer au privé des pans entiers de l'action publique, au détriment futur des usagers qui devront devenir de simples clients qui payeront toujours plus pour les services de base.
- Substitution au pacte social et laïque, d'une fumeuse « politique de civilisation », s'appuyant sur Dieu, les églises, une répression judiciaire accrue et un individualisme forcené, d'où seront exclus les plus

faibles et
tous ceux dont l'ADN ne sera pas compatible.

Alors que le locataire de l'Elysée veut nous imposer sa politique réactionnaire et de nouveaux sacrifices tout en étalant outrageusement sur la place publique son appât du gain et son goût du luxe, nous voulons simplement profiter de nos vies avec de vrais salaires.

Mais nous le répétons, fort de l'expérience passée, cette forme d'action, deviendrait-elle mensuelle, ne peut nous satisfaire. Elle ne pourra pas plus mobiliser les salariés qui, de plus en plus, s'interrogent sur ces grands messes à l'efficacité réduite. Parce que nous sommes tous concernés, le mouvement social ne peut continuer à rester ainsi parcellisé, au gré des revendications plus ou moins corporatistes.

Il nous appartient de réfléchir, tous ensemble, aux formes de luttes que nous voulons développer dans les prochaines semaines. Pour SUD Culture Solidaires, le succès de nos revendications ne peut qu'être l'aboutissement d'une mobilisation large, unitaire et durable des salariés du public comme du privé, s'appuyant sur des assemblées générales souveraines sur les lieux de travail.

Paris, le 21 janvier 2008

SUD Culture Solidaires

[Lire aussi le communiqué de l'intersyndicale Culture.](#)